

La résolution finale

Le VI^e Congrès du Parti Socialiste Unifié approuve l'ensemble des thèses qui ont été soumises à son examen et qu'il a lui-même adoptées après les avoir discutées et amendées.

Il les considère comme devant orienter son action dans la période qui vient, en s'inspirant des conclusions générales que ses travaux ont permis de dégager :

- l'existence d'une crise générale du capitalisme ;
- le rejet de l'alternative démocratique ;
- l'actualité et la nécessité du passage au socialisme dans notre temps ;
- le rôle déterminant de l'action de masse pour atteindre ces objectifs ;
- la nécessité, pour cette action de masse, d'un développement autonome du courant socialiste auquel le P.S.U. doit contribuer par ses alliances prioritaires avec les forces du courant de Mai.

En adoptant ainsi les thèses, le Congrès n'a pas la prétention d'apporter une réponse définitive aux questions posées mais au contraire d'ouvrir une large discussion, en son sein et à l'extérieur, sur les grands problèmes du Mouvement socialiste dans les pays industriels tels que :

- l'analyse des forces sociales et de la division du travail dans la société capitaliste contemporaine;
- l'analyse des sociétés socialistes et des causes de leur dégénérescence bureaucratique ;
- la nature de classe de l'Etat ;
- le problème de la démocratie et de l'hégémonie des forces populaires;
- les rapports de la culture de la science et des forces productives ;
- les rapports entre l'auto-gestion et la planification centrale...

Déterminant les lignes concrètes de son action politique en fonction de ces orientations, le P.S.U. approuve les résolutions qui fixent les objectifs de ces luttes actives à l'université, dans les entreprises, et dans le monde rural, comme en ce qui concerne le contenu de la campagne du référendum.

Sur le plan universitaire, le P.S.U. est solidaire de la lutte que mènent les lycéens, les étudiants

et les enseignants progressistes contre la pression de l'idéologie bourgeoise et du système capitaliste. Il s'oppose à la politique d'Edgar Faure qui vise à faire admettre et à intensifier cette pression par le jeu de la « participation » et par de pseudo-réformes qui ne touchent pas à l'essentiel. Dans cette perspective, le P.S.U. cherche à développer à tous les niveaux les luttes qui portent sur le sens de la fonction enseignante, la nature de la culture diffusée par le système, l'ouverture de l'université sur le monde du travail. Il engage ses militants étudiants et lycéens à renforcer activement leurs organisations de masse, l'UNEF et les CAL, seuls capables de donner tout leur sens politique aux luttes étudiantes et lycéennes.

Dans les entreprises, le P.S.U. engage les militants de ses sections et de ses groupes à continuer l'explication aux travailleurs et à l'opinion publique, sur la base de situations précises. Il appuie les actions de masse pour imposer le contrôle ouvrier qui doit mettre en cause les décisions prises par le patronat et par l'Etat. Il estime que les avantages acquis à Grenelle ont été engloutis et que les travailleurs devront développer de nouvelles luttes pour forcer le blocage du patronat et de l'Etat, et pour conquérir le plein emploi. Le rôle du P.S.U. est d'apporter les perspectives politiques qui permettent de situer les stratégies syndicales dans le contexte général de la lutte anti-capitaliste.

Dans le secteur agricole, le P.S.U. estime que la politique gouvernementale et européenne a pour objectif d'accroître l'exploitation des travailleurs de la terre au profit des intérêts capitalistes.

Il se donne pour tâche principale d'exposer l'actualité et la nécessité de solutions socialistes fondées sur la socialisation du sol, l'exploitation coopérative et la planification, de développer la lutte pour le contrôle des décisions qui les concernent en liaison avec les luttes ouvrières.

Il soumettra un manifeste à la discussion de tous les travailleurs de la terre.

Adopté par 642 mandats, contre 30, 123 abstentions et 19 refus de vote.



La direction politique nationale

Jean ARTHUYS (*Seine-Saint-Denis*).
Pierre BARIOL (*Isère*).
André BARJONET (*Yvelines*).
André BARTHELEMY (*Rhône*).
Abraham BEHAR (*Hauts-de-Seine*).
Jean-Pierre BOMPARD (*H.-de-S.*).
Michel BRETON (*Paris*).
Manuel BRIDIER (*Val-de-Marne*).
Maurice CARMONA (*Gironde*).
Robert CHAPUIS (*Paris*).
Yvan CRAIPEAU (*A.-M.*).
André CROSTE (*Tarn*).
François DALBERT (*Paris*).
Claude DUBOIS (*Paris*).
Michel FONTES (*Nord*).
Daniel FRACHON (*Yvelines*).
Victor FREMEAUX (*Essonne*).
Gustave GIROD (*Oise*).
Georges GONTCHAROFF (*H.-d.-S.*).
Pierre HEURTIN (*Ille-et-Vilaine*).

Claude JOECKER (*Doubs*).
Jacques KERGOAT (*Paris*).
J.-Pierre LACHARNAY (*Côte-d'or*).
Bernard LAMBERT (*Loire-Atl.*).
Henri LECLERC (*Hauts-de-Seine*).
Serge MALLETT (*Eure-et-Loir*).
Jacques MALTERRE (*H.-de-S.*).
Gustave MASSIAH (*Paris*).
Pierre MEGIER (*Drôme*).
Pierre MOUXEL (*Paris*).
Pierre NARDIN (*Paris*).
Pierre NAVILLE (*Paris*).
Armand PERRET LIAUDET (*Rh.*).
Jean PETIT (*Seine-Saint-Denis*).
Jacques PIETRI (*Val-de-Marne*).
Michel ROCARD (*Paris*).
ROGNARD (*Saône-et-Loire*).
René SCHULBAUM (*Haute-Marne*).
Jean-Marie VINCENT (*H.-de-S.*).

Le bureau national

A l'issue du congrès, la direction politique nationale a désigné unanimement le Bureau National suivant : *Jean ARTHUYS, Manuel BRIDIER, Robert CHAPUIS, Claude DUBOIS, Daniel FRACHON, Georges GONTCHAROFF, Jacques KERGOAT, Henri LECLERC, Jacques MALTERRE, Michel ROCARD, Jean-Marie VINCENT.*

Deux nouveaux membres seront élus ultérieurement.

La D.P.N. a élu *Michel ROCARD* secrétaire national et *Daniel FRACHON* trésorier national.